La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

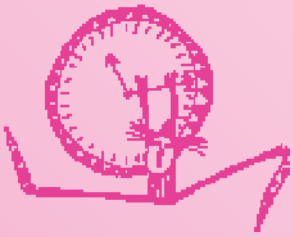
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1127 - janvier 2012

SOMMAIRE :



• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *est consterné par le manque d'imagination des médias en matière d'emploi.*

page 14 La vie des "Indignés" n'est pas un long fleuve tranquille

page 15 VŒUX POUR 2012

• RÉFLEXION

page 3 Gouvernance supranationale, experts et démocratie

GUY EVRARD *souligne que, de la controverse climatique à la crise de la dette publique, les aspirations à une gouvernance au-dessus des États, en éloignant les citoyens des centres de décision et en se réfugiant souvent derrière les experts, vont à l'encontre de la démocratie.*

page 10 Un nouveau monde de possibles

CHRITIANE JUVENETON *pose la question du sens à donner à l'irruption des "Indignés" dans la vie aixoise et dans le monde entier.*

• HISTOIRE

page 8 Libérer le travail

troisième extrait du "Cri du Peuple de Libourne" édité au cours de la commémoration du 140ème anniversaire de la Commune de Paris.

page 9 Justice rendue à la Commune de Marseille

140 ans plus tard, des avocats et des magistrats ont refait le procès de Gaston Crémieux dans la salle même du tribunal de Marseille où il fut jugé. Avec une autre issue…

PRIX en FRANCE 2,20 € ISSN : 2117-5047 *commission paritaire* N°0413 I 83051

Lamentations

Dès qu'il s'agit de dette publique ou d'emploi, les réactions des grands médias sont atterrantes. Pas étonnant donc que la publication par le ministère du travail des statistiques du chômage de novembre ait donné lieu aux lamentations habituelles.

• Une fois de plus *Le Monde* met un titre stupide en haut de sa première page. Celui du mercredi 28/12 (il est vrai que c'est lejour des Saints Innocents…) est tout a fait révélateur de l'idéologie du journal, conforme à l'orthodoxie économique la plus répandue : *«La forte dégradation de l'emploi marque l'entrée en récession de la France»*. Comme si la dégradation de l'emploi était un scoop ! Les lecteurs de *La Grande Relève* savent depuis fort longtemps que, crise ou pas, l'emploi salarié est une "valeur" appelée à devenir de plus en plus rare en régime capitaliste. Le *Monde* précise : *«Pour le troisième mois consécutif, la cohorte des demandeurs d'emploi a encore augmenté en novembre avec 29.900 personnes de plus sans aucune activité, inscrites à Pôle emploi et même 51.800 en comptabilisant celles ayant eu une activité réduite.[…] En France métropolitaine, 2.844.800 demandeurs d'emploi étaient sans activité fin novembre… En incluant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite, 4.244.800 personnes étaient en quête de travail…»*.

• Pas en reste, *Libération* (26/12/2011) titrait : *«Chômage : ça continue, encore et encore. En novembre, Pôle emploi comptait 51.800 inscrits de plus que le mois précédent (+1,2%). Sur un an, le chômage a augmenté de plus de 5,5% […] Les jeunes sont particulièrement concernés par ces mauvais chiffres. Les inscriptions à Pôle emploi bondissent en effet de 2,2%, chez les moins de 25 ans, soit le double en pourcentage de la moyenne nationale. Sur un an, cependant, les seniors sont les plus touchés, avec une augmentation de 15,3% des inscriptions.[…]. Quant aux motifs, ils tiennent toujours principalement à des interruptions de contrats précaires, CDD et intérim, qui représentent près du tiers des motifs d'inscription. On note également un rebond des licenciements économiques (11,1%) : bien moins importants en nombre, ils augurent mal de l'année à venir»…*

• *«Faut-il plus de sévérité envers les patrons ?»*, s'interrogeait la Rédaction de *RMC.fr*, à propos de l'accroissement du chômage des "seniors" en rappelant que *«les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont pourtant censés être mieux protégés depuis une loi de 2010 qui prévoit que les entreprises de plus de 50 salariés ne respectant pas les quotas fixés par convention encourent des sanctions»*. Mais *«les sanctions ne sont pas assez dissuasives»* bien que *«le montant de l'amende puisse atteindre 1% de la masse salariale»*. Et même *«si certains employeurs ont été verbalisés, le texte ne semble pourtant pas porter ses fruits»*. *«Il faut des sanctions plus sévères et, surtout, il faut qu'elles soient appliquées»*. Pour Pascale Coton, secrétaire générale de la CFTC *«lorsqu'il grille un feu rouge, tout conducteur est sanctionné. Pour le code du Travail, c'est pareil. Si les sanctions ne sont pas assez sévères envers les entreprises qui ne respectent pas l'emploi des seniors, elles ne sont pas dissuasives. Il faut donc qu'elles soient bien plus contraignantes»*.

Quand l'emploi se fait rare parce que la productivité augmente, comment peut-on encore penser qu'on va créer des emplois pour les jeunes en faisant travailler plus longtemps les "seniors"?

Rustines

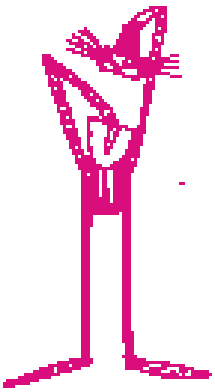
Pleins d'imagination, nos journalistes ont farfouillé dans leurs archives pour trouver des solutions. Ainsi ceux de *La Croix* (25/12/2011) viennent-ils de redécouvrir la flexibilité du travail : *«Alors que le chômage s'installe à un haut niveau, gouvernement et partenaires sociaux réfléchissent aux moyens d'adapter la durée du travail à la conjoncture. Il s'agit à la fois de développer le chômage partiel et de promouvoir des accords réduisant le temps de travail en échange de garanties sur l'emploi. Alors que l'UMP prône, dans son projet, la fin des 35 heures, et que l'opposition réclame toujours l'abrogation de la défiscalisation des heures supplémentaires, le débat se présente cette fois sous un jour différent. Le gouvernement a en effet convenu qu'il fallait doper le chômage partiel, comme le demandent les syndicats. Avec 275.000 salariés concernés (contre 1,53 million en Allemagne), il reste sous-utilisé en France.* [Pas étonnant, puisque l'Allemagne consacre à cette mesure dix fois plus d'argent que la France]. *Créé en 1968, le chômage partiel permet à une entreprise en difficulté de réduire de façon exceptionnelle la durée du travail en deçà de la durée légale, et de recevoir de l'État une "allocation spécifique" pour compenser la perte de salaire. Le salarié touche alors 60 % de sa rémunération brute. Un deuxième dispositif permet à l'employeur d'abonder cette rémunération grâce à une "allocation conventionnelle". Enfin, en 2009, pour faire face à la crise, un troisième dispositif, cofinancé par l'État et l'UNÉDIC, a été créé, permettant de porter la rémunération à 75 % du brut. Mais la complication est telle que certaines entreprises, les PME notamment, préfèrent licencier plutôt que d'y avoir recours, il faudrait donc simplifier les choses»*.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas en réduisant les salaires qu'on relancera la consommation… et donc l'emploi, comme le croient encore ceux qui lient croissance et emploi. Les 35 heures ce n'était peut être pas une mauvaise idée !

Il faudra pourtant aller encore plus loin pour offrir un "vrai travail" à tous ceux qui le souhaitent. Mais pour cela, il faut sortir du régime capitaliste.

Jean-Pierre MON

Revenant sur la controverse climatique abordée dans un précédent article, Guy Evrard observe qu'en soutenant l'idée que seule une gouvernance mondiale peut résoudre des problèmes de dimension planétaire, les peuples n'ont plus la parole. Lorsque la gouvernance se réfugie derrière l'expertise et s'éloigne des peuples, elle remet en question la démocratie. La mise en scène théâtrale de la dette publique des pays européens le confirme.



Gouvernance supranationale, experts et démocratie

par **Guy EVRARD**

On peut être citoyen du monde, mais la plupart des femmes et des hommes vivent sur un territoire limité. On peut être ouvert aux cultures des autres, mais celles-ci n'existent que tant que chacun reconnaît la sienne. C'est la critique que nous faisions à l'encontre du GIEC, l'absence de dialogue de l'institution avec les citoyens. Et ce n'est pas l'intervention en trompe-l'œil et tapageuse des grands médias qui a pu contribuer au rapprochement.

Les sciences, dans la diversité de leurs implications, et l'économie, pilotée sur des dogmes qui se veulent des lois naturelles, conduisent de plus en plus souvent les gouvernants à se réfugier derrière les experts et/ou à consentir des abandons de souveraineté au profit d'organisations internationales dépourvues de légitimité démocratique. Cette évolution se fait évidemment à la satisfaction de l'oligarchie, en dématérialisant progressivement la structure du pouvoir réel et en laissant les peuples face au vide politique, sans interlocuteur à qui faire valoir leurs propres revendications sur l'organisation du monde, sinon aux forces de police.

Déjà les élections ne sont plus, pour beaucoup, qu'un simulacre de démocratie, puisque les formations politiques dominantes, qui se disputent seulement l'alternance du pouvoir, n'envisagent pas autre chose que de servir le capitalisme. Si le mouvement des indignés réveille un peu les consciences, l'avenir nous dira s'il est autre chose qu'un avatar de l'alter mondialisme, aujourd'hui essoufflé, et si les révolutions arabes ne sont pas qu'une dramatique diversion, tolérée, puis manipulée par l'Occident néo libéral. En tout cas, il est sans doute temps de relire Aldous Huxley[1] et Georges Orwell[2], puis de trouver la voie d'un véritable renouveau de la démocratie, en dépassant l'impossible synthèse entre les anciens et les modernes[3].

À propos du mouvement des indignés en Espagne, à la veille des élections législatives du dimanche 20 novembre 2011 : *«Ce mouvement a mûri : du vote blanc ou nul, il demande aujourd'hui le vote pour un troisième parti, afin d'en finir avec le bipartisme»*.

Alberto Garzon, candidat d'Izquierda Unida à Malaga. Economiste, âgé de 26 ans, l'une des figures du mouvement des Indignés.

Entretien avec l'Humanité, 18-20 novembre 2011, p.3.

Retour sur la controverse climatique

Dans la seconde partie de notre article sur la controverse climatique[4], le livre de Pascal Acot[5], *Climat, un débat dévoyé ?*, était brièvement cité pour rappeler que Barack Obama, fraichement élu Président des États-Unis, ne remettait nullement en question la stratégie prédatrice du capitalisme, bien que reconnais- ● ● ●

En est-on réellement arrivé là ?

Bruno Latour*, dans un éditorial intitulé «*Où trouver les passions à l'échelle des enjeux ?*», cite Fredric Jameson** : «*il est plus facile aujourd'hui d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme*». Le propos de Bruno Latour, centré sur la crise écologique, ne laisse aucun doute sur son analyse politique d'une situation extrêmement périlleuse lorsqu'il ajoute : «*Une forme historique et très particulière d'organisation des marchés paraît naturelle et éternelle, alors qu'on envisage froidement que la nature elle-même, en tout cas la Terre (et les humains avec elle), puisse disparaître*».

* Bruno Latour, philosophe et sociologue des sciences, est directeur scientifique de Sciences-Po Paris. L'éditorial est celui du rapport d'activité 2010 de l'Iddri (Institut du développement durable et des relations internationales) Sciences-Po .

** Fredric Jameson est un critique littéraire et théoricien politique américain. La phrase «*it is easier to imagine the end of the world than to imagine the end of capitalism*» est citée par l'auteur dans l'article «*Future City*», paru en 2003 dans *New Left Review*.

sant la nécessité d'agir contre le réchauffement climatique. Dans la conclusion de l'ouvrage, l'auteur dénonce encore l'hypocrisie d'un capitalisme moralisé, citant Yvon Quiniou[6] : *«En pleine crise financière, face à la désinvolture des grandes banques, les dirigeants des pays capitalistes tapaient sur la table. Les plus audacieux en appelaient à une moralisation du capitalisme, par peur d'une mise en cause plus profonde du système. Depuis, les promesses ont disparu. Seule reste la mystification»*. Deux exemples du double langage de la plupart des décideurs, parmi bien d'autres postures des élites analysées tout au long de l'ouvrage et justifiant le renvoi dos à dos des acteurs de la controverse climatique, tel qu'il nous semblait émerger de l'analyse de Pascal Ascot. Ce dont peuvent aussi tirer argument ceux qui appellent à une gouvernance mondiale, la prétextant au-dessus des égoïsmes et des jeux politiques.

Pourtant, en poursuivant la lecture du livre jusqu'à la postface de Pierre Lévy, on comprend que le lecteur est également mis en garde contre la genèse et les dangers d'une telle option, sur laquelle *"réchauffistes"* et *"climatosceptiques"* se retrouvent pour culpabiliser les peuples, en référence au contentieux mythologique *Homme -Nature* : *«Depuis qu'un sauvageon nommé Prométhée s'est permis de chiper le feu aux dieux de l'Olympe, le contentieux perdure. Que les humains se mêlent d'inventer, de conquérir, d'imaginer, de bouleverser, de changer sans fin l'inconcevable en concevable, puis l'impossible en possible - bref, de "créer" le monde, voilà bien une usurpation inexpiable»*, les premiers pour regretter les débordements de notre espèce, les seconds pour fustiger toute velléité *"réactionnaire"* de maîtriser le progrès. P. Lévy évoque encore à sa façon cette convergence improbable : *«Des alter-cabris prônant l'avènement des "citoyens du monde" jusqu'aux discrètes personnalités du groupe de Bilderberg*, on est fasciné par la chatoyante diversité des apôtres de la gouvernance planétaire. Au "saint" de cette cohorte bariolée, on compte l'actuel locataire du Vatican: "pour gouverner l'économie mondiale, assainir les économies frappées par la crise, prévenir son aggravation et de plus grands déséquilibres, il est urgent que soit mise en place une véritable autorité politique mondiale", proclame (...) l'encyclique publiée en juillet 2009, (...) qui entend manifestement mesurer aux peuples* leur *souveraineté. Autrement dit leur légitimité et leur capacité à "faire de la politique" - ce qui est leur raison d'être»*. Et, plus près de nous, du côté de l'Élysée : *«Son hôte actuel exprime (...) ce que nombre de ses collègues ont en tête : "face à la menace terroriste, face aux menaces de grandes pandémies et même face au temps long du changement climatique, nous ne pouvons pas attendre des décennies que se mette en place une gouvernance digne de ce nom" (Nicolas Sarkozy, 22 janvier 2010)»*.

* Le groupe de Bilderberg est un rassemblement annuel et informel d'environ 130 membres, essentiellement américains et européens, et dont la plupart sont des personnalités de la diplomatie, des affaires, de la politique et des médias. Des représentants de l'oligarchie: http://www.syti.net/Organisations/Bilderberg.html

Derrière la controverse climatique, nos auteurs ont donc débusqué *«culpabilisation visant notamment à promouvoir l'austérité ; demi-tour littéralement réactionnaire quant à la conception même de l'humanité et de ses rapports avec la nature ; promotion de la gouvernance mondiale visant à abolir peuples, nations et politique»*, sans parler de *«quelques considérations géostratégiques»* liées à la manne pétrolière. Sans nier, toutefois, la réalité du changement climatique. Décidément, cette controverse n'est pas facile à démêler, mais pas seulement à cause des compétences scientifiques à mobiliser. Aussi parce qu'elle a besoin de l'intervention citoyenne pour dialoguer avec les experts et promouvoir l'intérêt général, y compris à l'échelle de la planète.

Quelle déconstruction de la mondialisation capitaliste?

P. Lévy, dans la même postface discutée précédemment, cite encore un certain James Paul Warbourg qui, en 1953, alors président de la *Chase Manhattan Bank*, affirmait devant le Sénat des États-Unis : *«De gré ou de force, nous aurons un gouvernement mondial. Est-ce que ce sera par la conquête ou bien par le consentement ? La supranationalité d'une élite intellectuelle et des banquiers internationaux est certainement préférable aux décisions nationales qui ont été pratiquées depuis un siècle»*. En juin 1991, David Rockefeller reprenait à son compte cette affirmation qu'il complétait en affirmant que *«Le monde est préparé à marcher vers un gouvernement mondial»*[7]. Pour ceux qui doutaient encore de la volonté d'une oligarchie, enracinée de longue date dans la finance, de dominer le monde, les choses doivent s'éclairer. Mais cette évidence ne clôt pas pour autant le débat sur le sens que nous pouvons donner à une certaine déconstruction de la mondialisation, d'abord en précisant qu'il s'agit de la mondialisation capitaliste.

Dans la *GR*, É. Leymarie[8] nous invitait à débattre de l'idée de *«démondialisation»* à partir des ouvrages d'A. Montebourg et de J. Sapir. Les deux auteurs proposent principalement de contrer le dumping écologique ou social, et de relocaliser autant que possible les productions, via le retour de barrières douanières. Ils préconisent la mise en place d'une monnaie commune à côté des monnaies nationales, au lieu d'une monnaie unique, pensant limiter ainsi la spéculation. Ils considèrent également que la démocratie reste aujourd'hui mieux garantie dans l'État-nation qu'à une plus grande échelle. Pour un groupe d'Attac, emmené par J.-M. Harribey, ces propositions sont jugées peu crédibles, face à cette oligarchie qui a déjà déployé le néolibéralisme à l'échelle planétaire, et surtout sans l'ambition d'un projet altermondialiste. Point de vue que partage É. Leymarie.

En fait, cette controverse naissante pourrait

avoir le mérite d'obliger à préciser les projets dans un vrai débat politique citoyen dont on peut attendre une synthèse de la part d'acteurs qui ne confondent pas une économie organisée en partie autour d'un marché régulé au service du bien commun, et le capitalisme en tant qu'organisation au service d'une classe sociale privilégiée. Alain Godard[9] semble adopter cette approche mesurée : *«La mondialisation ne date pas de 20 ou 30 ans : elle est le résultat de l'évolution culturelle et technologique de l'humanité, qui a vu le stade de la cueillette évoluer vers le commerce local (marché), régional (foires), national puis international (expositions universelles). […] Les règles actuelles de la mondialisation sont le résultat de la primauté de la financiarisation[…] Finalement, […] Arnaud Montebourg propose tout simplement des règles permettant la mise en œuvre d'un libre-échange intra-communautaire raisonnablement protégé des agressions extérieures»*. Ce à quoi rétorque un lecteur : *«La question est donc celle de la taille de la zone protégée : la nation, un ensemble de nations...»*. C'est bien là que nous devons discuter de la portée de la légitimité démocratique aujourd'hui.

Même pas au niveau de la nation, nous montre Éloi Leymarie[10] dans un autre article de la *GR*, où il dénonce la mise en place de gouvernements de technocrates financiers imposés à la Grèce et à l'Italie par la Commission européenne, la BCE, le FMI et... Goldman Sachs[11], pour contraindre ces pays à réduire leur dette publique, que les banques ont elles-mêmes creusée ! Après avoir rappelé ce qu'il est advenu du rejet en France en 2005 du projet de constitution européenne. On ne peut donc dissocier la réflexion sur la gouvernance économique de celle sur la manière d'imposer la légitimité démocratique et donc les règles, ce qu'oublie de souligner Alain Godard.

> *«Les Etats ont abandonné leur souveraineté aux marchés qui ont désormais le pouvoir de renverser des gouvernements démocratiques»*.
>
> Alberto Garzon.

J.-M. Harribey[12] apporte davantage d'éléments au débat. À F. Lordon, autre défenseur de l'idée de *«démondialisation»*, qui affirme *«Quoi qu'on en pense, la solution de la reconstitution nationale de souveraineté impose son évidence parce qu'elle a sur toutes les autres l'immense mérite pratique «d'être là», immédiatement disponible —moyennant évidemment les transformations structurelles qui la rendent économiquement viable : protectionnisme sélectif, contrôle des capitaux, arraisonnement politique des banques»*, il fait observer que *«l'extrême difficulté que les peuples ont à surmonter aujourd'hui est précisément de reconstruire totalement leur souveraineté»*. Pour J.-M. Haribey, la mondialisation est d'abord celle du capital avant d'être la libéralisation des marchés (le plus grand nombre de marchés possible, sur une échelle internationale la plus large possible) et il précise, pour tenter d'aller aux fondements de son analyse, en faisant entrer la dimension écologique de la crise mondiale : *«la cause profonde de la crise écologique n'est pas l'absence de prix du marché pour l'environnement, comme le stipule la version orthodoxe libérale. Elle réside dans la dynamique intrinsèque de l'accumulation* [du capital] *dont l'extension à une échelle toujours plus grande se heurte aux limites de la planète. […]* [Une] *accumulation du capital indissociable de la violence de classe de ceux qui possèdent ce capital»*. J.-M. Harribey définit la seconde vague de mondialisation, celle que nous connaissons depuis la fin du XXème siècle, comme *«le résultat des grandes manœuvres de la bourgeoisie financière et de ses bras armés politiques pour restaurer une rentabilité du capital en chute libre à la fin des années 1960 […] dans les pays capitalistes développés. Cette restauration […] prit les voies de la circulation sans entrave des capitaux, de la rupture de l'évolution parallèle de la productivité et des salaires et de la marchandisation accélérée de pans entiers des sociétés»*.

Une stratégie de déconstruction de la mondialisation capitaliste ne se limite donc pas à des mesures protectionnistes, dont la nécessité est reconnue par les uns et les autres, mais repose davantage sur *«la manière d'ouvrir une brèche dans la muraille néolibérale»*, ● ● ●

Thomas Jefferson : un visionnaire !

Thomas Jefferson, troisième Président des Etats-Unis de 1801 à 1809 a fait la déclaration suivante en 1802 :

"I believe that banking institutions are more dangerous to our liberties that standing armies. If the American people ever allow private banks to control the issue of their currency, first by inflation, then by deflation, the banks and corporations that will grow up around the banks will deprive the people of all property until their children wake-up homeless on the continent their fathers conquered".

«Je crois que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent l'émission de leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession. Jusqu'à ce que leurs enfants se réveillent, sans logis et sans toit, sur le continent que leurs pères ont conquis».

et n'est donc pas en contradiction avec cette autre approche générale de J.Nikonoff[13] : «*La "démondialisation" […] c'est l'ensemble des initiatives, des luttes sociales, des processus électoraux qui visent à s'émanciper de l'ordre mondial néolibéral*».

L'expert et le citoyen

L'économiste et le scientifique sont peut-être aujourd'hui ces experts dont à la fois on se défie dans notre vie quotidienne et on attend des solutions pour sécuriser notre devenir. L'un et l'autre sont alors plus ou moins instrumentalisés par le pouvoir politique. Certains (plutôt chez les économistes), qui se croient détenteurs de lois universelles, plastronnent dans les médias ; d'autres (plutôt chez les scientifiques) s'enferment dans leur spécialité et ignorent toute interaction avec la société ; d'autres enfin, que l'on espère de plus en plus nombreux, ne se reconnaissent aucune légitimité dans les grands choix de société et en appellent au débat avec les citoyens, c'est-à-dire à la démocratie.

Ce devrait être le rôle noble des médias que de contribuer à l'information consistante et à la formation des citoyens sur les sujets difficiles. Malheureusement, on sait que la plupart des grands moyens de communication sont d'abord les relais de l'oligarchie et cultivent plutôt une pensée unique et consumériste, que des esprits critiques, éclairés et constructifs. C'est donc en fait à des "experts citoyens" que l'on doit cette ouverture et cette alerte à la démocratie en danger.

Ainsi peut-on lire, en introduction du *Manifeste d'économistes atterrés*[14] : «*Les économistes doivent assumer leurs responsabilités vis à vis de la société. La plupart des "experts" qui interviennent dans le débat public le font pour justifier l'actuelle soumission des politiques économiques aux exigences des marchés financiers. Car les hypothèses majeures qui sous-tendent ces politiques sont celles de l'efficience des marchés financiers et du poids excessif de l'Etat. Cette double hypothèse s'est définitivement effondrée avec la crise bancaire et financière.[…] Si la science économique commence à remettre en questions ses hypothèses et ses méthodes, elle doit aussi se rappeler qu'il appartient aux citoyens, pas aux experts, de déterminer ensemble par la délibération démocratique les objectifs de l'activité économique, les critères de son efficacité et les moyens de s'en approcher*».

De même chez les scientifiques, on trouve en présentation d'un ouvrage de la *Fondation sciences citoyennes*[15] : «*L'humanité intervient désormais de façon majeure sur sa nature propre, sur son évolution et sur l'ensemble de la biosphère. Cette situation interroge la recherche scientifique et technique. Pour autant, les acteurs de la techno science n'ont aucune légitimité à définir seuls les programmes. […] C'est pourquoi les orientations scientifiques comme les développements technologiques ne peuvent plus être laissés entre les mains de quelques spécialistes, ni pilotés par les seuls désirs de profit ou de puissance. […] L'heure est à une mobilisation des consciences et un dialogue renouvelé entre scientifiques et citoyens*».

Et lorsque J. Gadrey[16] plaide pour «*l'économie comme "science citoyenne"*», précisant qu'«*il s'agit d'ouverture et de pluralisme. Ouverture* [pour l'économie] *sur les savoirs d'autres disciplines et sur leur croisement. Ouverture* [pour la science citoyenne] *sur la cité, sur les savoirs qui y naissent, sur le dialogue avec la "société civile"*», il rencontre, bien sûr, l'approbation lucide de J. Testart : «*Certainement, dans ce domaine* [l'économie] *comme dans la techno science, on devrait retrouver les conflits d'intérêts, les fraudes aux résultats, la manipulation de l'expertise, l'étouffement des lanceurs d'alerte... Et, comme dans beaucoup d'innovations, le potentiel catastrophique de pratiques imposées. Mettre la science économique en démocratie est une belle idée à laquelle souscrit la Fondation sciences citoyennes*». Mais, sans doute davantage que les sciences dures, l'économie est aujourd'hui «*un instrument d'impérialisme politique*», dans les mains néolibérales.

Reste la question difficile de la nécessaire compétence des citoyens. J. Gadrey reprochait déjà[17] à *"La démocratie écologique"* de D. Bourg[18] : «*une partie de ces thèses où est affirmée une sorte d'impuissance des citoyens à prendre en charge les grands enjeux écologiques à long terme, enjeux qui ne pourraient être défendus que par l'alliance des scientifiques et d'ONG environnementales*». Il y revient maintenant[16] en affirmant que «*L'expertise des "non experts" peut venir enrichir celle des experts de profession et modifier non seulement leur vision du monde mais aussi les concepts et méthodes qu'ils privilégient, leur définition de l'économie comme discipline et de ses objectifs*». Dans le concept de "sciences citoyennes", «*il ne s'agit pas seulement de "mettre la science au service de la société" […], il s'agit de réinstaller la société au cœur de l'activité scientifique, non pas pour que les "profanes" fassent le travail des chercheurs, mais en vue d'un dialogue permanent, incluant des controverses sur les orientations, les thèmes prioritaires, les conditions d'avancement, les résultats, leur diffusion et leur usage*».

Alors, comment faire ?

L'Histoire est aussi celle de la lutte des peuples pour se libérer de leur aliénation et aller vers plus de démocratie, dont les fondements sont toujours à redéfinir. Avec des avancées et des reculs. Ces temps-ci, en Europe, la démocratie fait le gros dos. Pourtant, les citations précédentes, parmi beaucoup d'autres, montrent que des résistances existent. L'évidence, c'est que la forme représentative, même si elle reste précieuse car chèrement acquise, ne suffit plus, d'autant moins qu'elle est manipulée, sinon bafouée. Le citoyen n'est plus seulement celui qui glisse son bulletin dans l'urne, il doit aussi pouvoir contribuer à la construction des idées, des choix de société et des rapports de force.

Un exemple étonnant de la conjugaison d'avis d'experts et d'opinions citoyennes nous est donné par B. Latour dans un récent numéro de *La Recherche*[19]. Pour aider les citoyens à se forger une opinion face aux controverses scientifiques et techniques, le philosophe travaille depuis une quinzaine d'années avec des élèves de l'École des mines de Paris, au moyen d'outils numériques, à l'établissement de cartes sur

lesquelles sont positionnés les avis des uns et des autres, acteurs d'une controverse, en identifiant leurs compétences propres, leur position dans la société, leur communauté de pensée, leur histoire, leurs arguments, leur vulnérabilité potentielle aux pressions diverses..., bref un ensemble complexe de données d'où doit émerger une représentation des degrés de confiance que l'on peut accorder aux différents points de vue. *«Il s'agit donc de remplacer la certitude par de la confiance envers la communauté scientifique»*.

La Fondation sciences citoyennes travaille, de son côté, sur un projet de loi visant à la mise en place de conventions de citoyens, ouvrant les conditions qui permettent à ces derniers d'exercer un jugement éclairé sur des sujets scientifiques et techniques qui ne sont pas, *a priori*, de leur compétence professionnelle.

Dans le domaine de l'environnement, rappelons notre proposition[20] dans la *GR* d'inscrire dans un projet politique la mise en place d'une structure chargée d'étudier et de suivre en permanence les équilibres de notre biosphère, afin d'observer et de contribuer à la régulation des activités humaines, d'abord au plan local. S'inspirant de l'organisation du GIEC, elle serait dotée de la dimension démocratique qui fait défaut à l'organisme international, en assurant un échange permanent avec les citoyens et une mission de formation, irrigant les régions via les universités, en même temps qu'elle ferait vivre le débat en ligne.

Patrick Viveret[21], lui, ne désespère pas de la démocratie dans un espace plus grand : *«L'émergence d'un mouvement des droits civiques mondiaux, avec le printemps arabe, le printemps espagnol et le mouvement Occupy, dont l'alter mondialisme avait posé les prémices, est le socle d'une citoyenneté terrienne et à terme, d'une gouvernance démocratique mondiale»*.

Enfin, comment ne pas rappeler ici que la mise en œuvre progressive d'une économie distributive serait le meilleur témoignage d'une démocratie qui avance. Nous avons précédemment contribué à en éclairer la portée[22] et suggéré un scénario[23].

Gageons néanmoins que le chemin sera encore long, avec de nombreuses luttes et beaucoup d'imagination.

Références :

1. A. Huxley, *Le meilleur des mondes*, 1932.
2. G. Orwell, *1984*, 1949.
3. B. Constant, *De la liberté des anciens comparée à celle des modernes*, discours à l'Athénée royal de Paris, 1819.
4. G. Evrard, *Changement climatique : de la controverse au débat démocratique*, *GR* 1118 et *GR* 1119 .
5. P. Ascot, *Climat, un débat dévoyé ?*, éd. A.Colin, 2010. Postface de P. Lévy.
(P. Ascot est philosophe et se consacre à l'histoire de l'écologie scientifique et des sciences environnementales (CNRS). P. Lévy est journaliste).
6. Du philosophe Y. Quiniou, *Imposture du capitalisme moral*, *Le Monde diplomatique*, juillet 2010.
7. L'observatoire de l'Europe, *Le globalisme programmé dès les années 50*, 19/04/2006.
8. É. Leymarie, *La démondialisation en question*, *GR* 1122, pp.6-7.
9. A. Godard (agronome) : *La démondialisation et ses excès*, Blog Archive, *Alternatives Économiques*, 14/06/2011.
10. É. Leymarie, *Les marchés réussissent leurs coups d'État*, *GR* 1126, pp.4-6.
11. D. Naulin, *Crise financière : faut-il craindre un putsch de Goldman Sachs sur l'Europe ?*, cdurable.info, 17/11/2011.
12. J.-M. Harribey, (Université Bordeaux IV, conseiller scientifique d'Attac) *La démondialisation heureuse ? Eléments de débats et de réponse à Frédéric Lordon et à quelques collègues*, Blog Archive, *Alternatives Économiques*, 16/06/2011.
13. Table ronde de la Fête de *l'Humanité*, *Mondialiser autrement ou démondialiser ?* avec A. Chassaigne, J.-M. Harribey, A. Montebourg, N. Mansouri-Guilani (économiste et syndicaliste), J. Nikonoff, *L'Humanité des débats*, 28-29-30 octobre 2011, pp.9-11.
14. *Manifeste d'économistes atterrés*, éd.LLL, 2010.
15. J. Testart, A. Sinaï et C. Bourgain, *Labo planète - Ou comment 2030 se prépare sans les citoyens*, éd. Mille et une nuits - éd. Fayard, 2010. (J.Testart est biologiste, Directeur de recherche honoraire à l'INSERM, et Président de *la Fondation sciences citoyennes)*.
16. J. Gadrey, *Occupy economics ! L'économie comme science citoyenne !* Blog Archives, *Alternatives Économiques*, 21/11/2011. (J. Gadrey est Professeur émérite d'économie à l'Université de Lille 1).
17. J. Gadrey, *La "démocratie écologique" de Dominique Bourg n'est pas la solution*, Blog Archive, *Alternatives Economiques*, 18/01/2011.
18. D. Bourg et K. Whiteside, *Pour une démocratie écologique*, La vie des idées, 01/09/2009.
D. Bourg et K. Whiteside, *Vers une démocratie écologique - Le citoyen, le savant et le politique*, éd. Seuil, La République des idées, octobre 2010.
D. Bourg, *Pour une 6ème République écologique*, éd. Odile Jacob, 2011.
Voir aussi *GR* 1106, G. Evrard, *L'écologie, nouveau fondement de la démocratie ?*
19. B. Latour, *Nous construisons des outils pour évaluer les controverses*, *La Recherche*, n°456. Interview par N. Chevassus-au-Louis. B. Latour, voir encadré p.5.
20. G. Evrard, *Des sciences citoyennes pour un projet politique*, *GR* 1122, pp.13-14.
21. P. Viveret, texte communiqué par l'auteur, suite à une intervention sur France Inter, *Le grand forum de la République des idées*, d'A. Bensaïd, Grenoble, le 12 novembre 2011.
22. G. Evrard, *L'économie distributive au cœur des réponses à la crise*, *GR* 1095, pp.3-6.
23. G. Evrard, *Économie distributive et marché*, *GR* 1113, pp.12-15.

Voici un troisième extrait du "Cri du Peuple de Libourne" (n°2 du 8 avril 2011), édité au cours de la commémoration du 140ème anniversaire de la Commune de Paris, à Libourne (Gironde), au printemps dernier.

Libérer le travail

par **Patrice LE TURCQ**

Parmi les combats des fédérés, morts par milliers sur les barricades de la Commune de Paris ou déportés en masse, on trouve *l'émancipation des travailleurs par les travailleurs.*

Se réapproprier les moyens de production, gérer collectivement les produits du travail, réduire la durée du travail, limiter le travail de nuit, mener l'autogestion dans des coopératives où un conseil de direction est élu tous les 15 jours par l'atelier, autant de tentatives pour affranchir le travailleur de l'aliénation en inventant de nouvelles formes de travail, de nouveaux rapports au travail, de nouvelles motivations au travail... Autant de révolutions que les versaillais ont voulu écraser à tout prix.

Pourtant toutes ces *utopies* n'ont cessé de nourrir l'imaginaire populaire en France où elles ont inspiré nombre de mesures du pacte social de la Libération.

Mais nos *versaillais* d'aujourd'hui (grand patronat et bourgeoisie) épaulant les "partis de gouvernement" et épaulés par eux, mènent une nouvelle guerre impitoyable et mondiale, pour dévaluer le travail face au capital et à la rente, et pour asservir toujours plus les peuples au travail.

Pour la première fois depuis le 19ème siècle, la durée du travail a été augmentée en 2010 par le biais du recul de l'âge de départ à la retraite. La précarité totale de l'emploi est en passe de devenir la norme.

Face à cela, les travailleurs d'aujourd'hui opposent une résistance dispersée. Les fragiles barrières sociales tombent les unes après les autres dans une quasi résignation. L'imagination collective est en panne et les appareils syndicaux s'avèrent bien incapables de la réactiver.

Quelques défilés en bon ordre des salariés auxquels répondent nombre de bras d'honneur de la part de nos gouvernants, et tout le monde repart s'agglutiner pendant des heures sur les rocades et sur les quais pour deux ans de plus sous le joug.

Alors que les victimes de la guerre sociale tombent désormais seules dans leur coin, il semble urgent pour les travailleurs de retrouver les vertus de la solidarité et de la contestation. Il est temps qu'ils reprennent leur liberté et, qu'à nouveau fédérés, ils redonnent libre cours au rêve et reprennent la construction du monde qu'avaient commencé leurs aînés, il y a 140 ans, derrière les barricades de la Commune de Paris.

Des blanchisseuses au labeur.

Au printemps 1871, la Commune de Paris fit des émules dans quelques autres villes de France, lui apportant leur soutien. La Commune de Marseille dura du 23 mars au 4 avril 1871. À l'issue d'un procès revanchard, devant un tribunal militaire, Gaston Crémieux, l'un des chefs communards et avocat des pauvres, fut condamné à mort et exécuté le 30 novembre 1871.
140 ans plus tard, des avocats et des magistrats ont refait son procès dans la salle même du tribunal de Marseille où il fut jugé. Avec une autre issue :

Justice rendue à la Commune de Marseille

Le ministère de la Justice a donné son feu vert. René Vignaud, avocat et passionné de la Commune, avait eu l'idée de reconstituer le procès de Gaston Crémieux, dans la salle même où celui-ci avait été jugé et condamné 140 ans plus tôt. *«Pour réparer une injustice, nous voulions reconstituer son procès»* dit-il. Aussi parce que *«Gaston Crémieux est tombé dans l'oubli»*.
Dans une lettre à sa veuve, Victor Hugo prédisait que l'avenir referait le procès. Et c'est ce qui est arrivé le 2 décembre 2011, en présence de deux descendants de Gaston Crémieux, qui se félicitèrent : *«C'est une histoire qu'on a entendue depuis qu'on était tout petits, mais qui là trouve une résonance»*. Maitre Vignaud tiendra le rôle de Gaston Crémieux à la barre.

Le procès de 1871 était déjà peu ordinaire. Gaston Crémieux, seul à comparaître, était un coupable idéal, juif en cette période pré-dreyfusarde, surnommé *«l'avocat des pauvres»*, il allait être le symbole de *«l'utopie assassinée»*, ainsi que l'analysa un colloque organisé deux jours auparavant.

Aux chefs d'accusation retenus, *«tentative de destruction du gouvernement, commandement de bandes armées en vue d'envahir et de piller des biens appartenant à l'État, arrestation et séquestration de personnes dépositaires de l'autorité publique»*, l'avocat général, campé maintenant par une femme, vice-procureur à Marseille, ajoute des arguments qui ne laisseront aucune chance à l'accusé : *«La Commune est une "société secrète, occulte", une "école de la perversité", une "secte communiste" dont la "lutte impie" vise à "détruire les fondements de la République". "Le drapeau que vous pensiez brandir est un drapeau sanglant"»*, avant de requérir la peine de mort.

Gaston Crémieux nie, ne se reconnaissant pas dans le portrait dépeint. Il affirme qu'il a toujours tenté l'apaisement, mais qu'il était sous la pression de radicaux, notamment envoyés par la Commune de Paris.

Cette ligne de défense sera plaidée par l'avocat de 2011, ancien bâtonnier : *«Il n'exerçait plus aucun pouvoir (...)»*. Elle ne suffira évidemment pas à le sauver et, invité par le président, il ajoutera ces derniers propos avant le jugement: *«Mon seul crime c'est d'avoir trop aimé la République. Cette République sociale et fraternelle que l'insurrection se promettait de mettre en place. La Commune révolutionnaire devait proclamer l'ère de la liberté et de l'égalité entre tous les hommes comme lors de la nuit du 4 août 1789 mais vous, les privilégiés de la fortune, vous avez perdu la mémoire de vos pères qui avaient conjuré aux générations futures de s'unir dans l'amour de la justice et de la liberté. Il fallait réagir et raviver cette mémoire. Voilà, peuple, voilà pour quel crime on me juge»*.
Et Roger Vignaud fait alors ajouter au Gaston Crémieux de 2011 : *«Indignez-vous !»*.

Dans le rôle du président du tribunal militaire, l'ancien président de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, après deux heures de procès, prenant alors toute liberté avec la reconstitution historique, déclare : *«Les magistrats indépendants que nous sommes acquittent Gaston»*.
Ces quelques mots déclenchent les acclamations d'un public venu trop nombreux pour la petite salle du tribunal, qui retentit alors d'une *Internationale* que, sans doute, jamais elle n'avait entendue.

D'après un article de CHRISTOPHE DEROUBAIX,
«Gaston Crémieux, l'avocat des pauvres, le communard fusillé»,
dans l'*Humanité des débats*, 9-10-11/12/2011.

À partir de l'exemple particulier des "Indignés" d'Aix-en-Provence, Christiane Juvéneton pose la question : quel sens donner à l'irruption des Indignés dans la vie aixoise et dans le monde entier ?

Un nouveau monde de possibles

par **Christiane JUVENETON**

À Aix, comme ailleurs, on entend depuis des années les vieux militants se plaindre que les jeunes *«ne s'intéressent pas à la politique»*. Et puis de jeunes "Indignés" ont surgi tout d'un coup au printemps dernier. Bien que défendant tout ce qu'on défendait et souhaitant tout ce qu'on souhaitait, ils n'étaient pas comme on les attendait… renouvelant les formes de l'engagement politique.

Des *Indignés* à Aix

À Aix c'est une quinzaine d'étudiants qui, en mai dernier, ont pris l'initiative de former un groupe "d'Indignés", déployant sa banderole *«Démocratie Réelle Maintenant»* tous les soirs à partir de 18 h. Tout le monde était invité à s'exprimer et à chercher des idées pour transformer la société. Aujourd'hui le groupe s'est renouvelé, il y a encore des jeunes, mais tous les âges sont représentés. Une dizaine d'entre eux forment un noyau permanent (noyau plus petit quelquefois par mauvais temps...), mais plus nombreux sont les participants épisodiques, allant des simples passants intéressés aux contributeurs réguliers. Vous les trouverez tous les mercredis à partir de 18 h et tous les samedis à partir de 14 h au bas du Cours Mirabeau, toujours autant défenseurs de la *"Démocratie Réelle"* sous leur banderole déployée.

Un étonnant succès

Le succès de ce mouvement essaimant dans de nombreux pays en très peu de temps (de même que le succès incroyable du livre de Stéphane Hessel *Indignez-vous !*), est surprenant. À quelle attente collective a-t-il répondu pour parvenir à susciter des manifestations dans des villes disséminées dans 82 pays, le 15 octobre, *«Journée mondiale»* des Indignés ? Même en France, qui n'est pas ici en pointe, ils existent dans de nombreuses villes (information peu relayée par les médias).

Une alternative au fatalisme

Réfléchissons au contexte dans lequel s'est développé le mouvement. D'un côté, les crises économique, sociale, écologique... sont de plus en plus aiguës, de l'autre, ce système qui ne cesse de détruire les hommes, et la planète elle-même, nous est présenté comme une fatalité irrémédiable. La politique dans ses formes classiques (les élections, la concurrence entre les partis pour accéder au pouvoir, etc.), semble elle-même impuissante à débloquer la situation. Même lorsque les peuples parviennent à faire élire des équipes gouvernementales de gauche, a priori plus critiques envers le libéralisme, la politique destructrice continue, pour l'essentiel, à s'imposer. Les dirigeants socialistes de la Grèce ou de l'Espagne ont imposé à leurs populations des traitements de choc en expliquant qu'il n'y a pas d'alternative. La situation a l'air totalement bloquée et l'exemple de la Grèce nous montre ce qui nous attend.

Il n'en va pas mieux en ce qui concerne notre système de valeurs, intimement lié au libéra-

lisme. Face à un système délirant, qui nous demande de croire d'une façon quasi mystique en un Marché considéré comme le bien absolu, comme la solution magique et incontournable à tous nos problèmes et qui nous entraîne à tout abandonner entre les mains des puissants, aucun humain, aucune valeur humaine ne font le poids. Ce nouveau Dieu n'a aucune vocation à *«humaniser l'homme»*, et ne prétend qu'à avoir la perfection d'une machine, ce qu'il n'a même pas, et qu'on veut quand même nous faire croire à tout prix. Il n'a que faire de nos aspirations, de nos valeurs et même de notre liberté, soi-disant tant défendue par ses califes (même notre Président, d'après les dires de ses proches, a récemment avoué renoncer à sa liberté d'expression par crainte *«d'être mal compris par les marchés»*. Souvenez-vous !!!).
Et ce nouveau Dieu crée, depuis les années 80, un homme qui lui est adapté, efficace, compétitif, soucieux de son seul bien matériel et de son seul confort, addict à la consommation au point d'y sacrifier son temps et sa vie *«pour gagner plus»*, mais restant toujours frustré et envieux du bien de l'autre. L'homme en vient à avoir un destin de moins en moins passionnant, celui d'un homme malade de posséder ! Et l'image qui lui est renvoyée de lui-même est dégradante à souhait. Il est tiré vers le bas, continuellement, jamais reconnu pour ce qu'il est. S'il lui arrive de rappeler des valeurs, ses valeurs, on le disqualifie en disant qu'il donne des leçons de morale (combien de fois est-ce arrivé au journaliste Edwy Plenel, qui aime à parler en ces termes et se voit immédiatement ridiculisé par ses confrères journalistes à la solde du système ?)

C'est dans cet environnement que l'action des *Indignés* prend tout son sens.
Elle est d'abord une stratégie pour débloquer la situation. Si les moyens classiques (institutionnels) de changer une société partant à la dérive ont été rendus inopérants, il faut que les citoyens interviennent plus directement.
En s'installant collectivement sur une place centrale ou un lieu symbolique (Wall Street ...), en affirmant, au vu et au su de tous, qu'il n'est plus question d'accepter les logiques insupportables induites par la financiarisation du monde, qu'il faut reprendre le pouvoir collectif sur la société à la petite caste qui s'en est emparée et qui l'utilise pour ses intérêts propres, en disant qu'il faut le faire maintenant, les *Indignés* rompent bruyamment avec le fatalisme ambiant. Ils indiquent une voie par laquelle il est possible de sortir du statut de résigné, l'exact contraire ici d'indigné. Et ça leur réussit. Bonne nouvelle.

Une représentation du peuple

Les *Indignés* ne sont toutefois pas les seuls aujourd'hui à prétendre qu'un autre monde est possible et à chercher les voies pour y parvenir. Le mouvement altermondialiste, par exemple, s'y emploie depuis plusieurs années. Mais les *Indignés* ont des traits spécifiques. Ils ne sont pas un groupe doté d'une doctrine, d'experts et de leaders qui la diffusent. Nommez des *Indignés* célèbres... Ce sont des anonymes, généralement des non professionnels de la politique, qui font nombre. Ils campent comme une foule de Français (ou de Belges, d'Allemands, d'Américains...) ordinaires face au pouvoir.
Nul n'a semblé remarquer que toutes ces caractéristiques font des *Indignés* une parfaite représentation du peuple, du peuple dans son ensemble. Et effectivement, s'ils parviennent à être si nombreux quelquefois, c'est certainement parce que beaucoup de gens peuvent s'identifier à eux. Toute proportion gardée, ils rééditent un geste collectif qu'on a pu observer à la naissance des révolutions arabes (et des révolutions du type *«révolution orange»* dans les Pays de l'Est) : figurer une représentation du peuple qui se lève face au pouvoir.
«Leurs revendications sont immenses mais peu concrètes», c'est ce qu'affirme la correspondante de *Libération* (17 octobre 2011), à Bruxelles, à l'unisson de nombreux observateurs reprochant aux *Indignés* le flou de leurs positions. La figuration du peuple anonyme se paye-t-elle d'une incapacité à défendre des propositions claires et précises ?
Remarquons que les *Indignés*, malgré leur dispersion géographique, défendent tous quelques idées qui forment un fond cohérent et sans ambiguïté.
D'abord ils dénoncent une logique économique instaurée depuis les années 80, qui, au nom du libre marché, nous a livrés pieds et

poings liés aux puissances financières, détruisant sur son passage les acquis sociaux et les valeurs humaines de base. Ils le disent et le redisent on ne peut plus clairement. Leur lutte est, en priorité, une lutte au nom de valeurs.

Il y avait bien des raisons, en fait, à ce que Stéphane Hessel ait connu un tel succès avec son livre *Indignez-vous* ! L'authentique indignation suppose une prise de position au nom de valeurs fortes chez un humain jouissant de son libre-arbitre. Elle suppose que l'*Indigné* ne supporte pas que ses valeurs soient à ce point bafouées. À ses yeux une limite a été franchie et cela lui est insupportable. Il lui est important de poser des limites fermes à ce système qui n'en connaît pas et dans lequel on s'habitue à tout, même au plus dégradant. Les *Indignés* ne supportent pas *«la légitimation de l'inacceptable»*. Parler comme le font les *Indignés*, d'un homme qui a des droits et des devoirs, qui a des capacités de solidarité, de justice, de révolte, de singularité, c'est avoir une bien plus haute vision de l'homme et le reconnaître pour ce qu'il est, pour ce dont il est porteur ; c'est le reconnaître pour un humain capable de désir, d'évolution, de création, qui peut surprendre, avoir du respect pour lui-même, donc pour les autres. Ils luttent pour qu'on ne fasse pas le choix de l'humain le plus bas, le plus impuissant, le plus avili, et c'est la base de tout. Les *Indignés* défendent là, non seulement le citoyen, mais aussi l'Homme. Ils ont compris que rappeler nos valeurs est essentiel dans ce combat pour une image valorisée de l'homme. Ils ne défendent pas un pouvoir d'achat, qui reste dans la même logique, ils défendent les Droits de l'Homme : celui de vivre dans la dignité, donc d'avoir assez pour manger à sa faim, être logé, avoir accès à la culture, le droit à la Justice, au Respect, à la Liberté de choisir son Destin. Ils entendent mettre l'Homme au cœur de leurs préoccupations : ils défendent la planète et l'écologie, le bien commun pour tous : eau, énergie, services publics (ils parlent beaucoup de droit au logement, à la santé…).

Ils ne veulent pas entendre parler de compétition mais de complémentarité, de complicité, de confiance. (Et ces mots-là nous redonnent tout de suite une bouffée d'air pur : Comment? Cela existerait encore ? Des gens en parleraient à nouveau, de ces mots tabous ?) Ils dénoncent les injustices infligées au peuple, mais ne condamnent personne, ils préfèrent en appeler à la fierté de l'homme, à sa dignité, à sa générosité (voir le dialogue qu'ils engagent avec les forces de l'ordre, à chaque répression). À la différence de ce qu'on voit le plus souvent les *Indignés «n'excluent pas, mais incluent»*.

Combattre la grave crise des valeurs humanistes que nous traversons demande aussi une stratégie nouvelle, des idées nouvelles. Et là aussi les *Indignés* sont capables de beaucoup d'originalité et de créativité.

La solidarité est, pour eux, une valeur évidente : chacun a droit à l'assistance de la collectivité et ils dénoncent le qualificatif, honteux à leurs yeux, *«d'assistanat»*. Une de leurs valeurs essentielles, et également une de leurs grandes qualités, est l'écoute des autres, de leurs différences, de leurs propositions. Ils ont la concurrence en horreur et misent sur la confiance, la découverte de l'autre. Ils affirment que : *«on doit faire confiance au potentiel des gens, confiance en l'autre»*. Ils soulignent tous le plaisir qu'ils ont à se retrouver, échanger et se découvrir. Ils sont fondamentalement non-violents et persuadés que le succès du mouvement tiendra à sa non-violence : *«On n'est pas des agités. On ne hurle pas pour n'importe quoi, on dénonce des choses insupportables, des injustices criminelles»*.

Ensuite ils affirment que notre démocratie n'est plus *«réelle»* parce qu'en définitive un nombre très restreint de personnalités (du monde des affaires, de la sphère politique, médiatique, etc.), détient un pouvoir exorbitant. Rien n'indique ici la réédition de la théorie du complot mondial tentaculaire en vogue sur Internet, il s'agit plutôt d'une critique relevant du souci démocratique telle qu'on la trouve chez Castoriadis et telle qu'elle a été récemment réactualisée par exemple par Hervé Kempf : *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*. Ces auteurs reconnaissent que nos sociétés ne sont pas des dictatures mais, comme les *Indignés*, ils proclament qu'elles ne sont pas non plus véritablement des démocraties. Ce sont des oligarchies, le règne d'un petit groupe, les *«1% qui dirigent 99%»* de la population, comme le proclame un des slogans favoris des *Indignés.* Les critiques de la logique financière et d'une fausse démocratie se réunissent dans l'appellation que se donne le mouvement "Démocratie Réelle". La démocratie est réelle lorsque les citoyens peuvent choisir leur destin collectif sans être asservis à une logique économique catastrophique prétendument irrémédiable, et lorsqu'ils sont en capacité de reprendre le pouvoir à tous les oligarques qui l'ont confisqué.

C'est plutôt clair. Mais, c'est vrai, ce discours n'est pas suivi d'un programme politique en 50 points indiquant ce qu'il faut faire pour réaliser ces objectifs. Ce n'est pas une omission. Visiblement, ils ne considèrent pas que leur rôle est celui d'une avant-garde consciente qui, dès le départ et à elle seule, proposera un plan de société à réaliser. Leur interprétation de l'exigence démocratique les conduit plutôt à créer des espaces où ces questions pourront être débattues par tous et mûries col-

lectivement. Cette institution d'espaces de création démocratique n'a pas suffisamment attiré l'attention des observateurs, elle est pourtant centrale dans le mouvement des *Indignés*.

Un espace qui crée des possibles

Un espace de création démocratique est un espace ouvert dans la rue qui n'oblige en rien mais multiplie les possibles. Suivons ici le petit exemple d'Aix. L'espace créé au bas du Cours Mirabeau a d'abord permis de libérer la parole. De nombreuses personnes sont venues inscrire des phrases politiques, poétiques, ou les deux à la fois. Il a aussi permis d'organiser des débats d'où ont surgi des idées scrupuleusement notées. De l'intérieur de cet espace, ont aussi été élaborées des idées d'action sur la ville. Certaines sont déjà réalisées (organiser des discussions publiques dans les quartiers périphériques filmées, diffusées, etc.). D'autres sont en voie de réalisation (devant le Pôle emploi, la CAF). Enfin cet espace est un lieu de réinvention de la vie quotidienne (lancement d'une cuisine autogérée et décision d'organiser un banquet public dans la rue). La relative indétermination doctrinale du mouvement n'empêche pas l'action, dès maintenant, et même l'action coordonnée au niveau du monde entier, comme le prouve la mobilisation mondiale du 15 octobre.

Ce qui frappe dans ce mouvement c'est que, le plus souvent, au lieu de porter le message du groupe à l'extérieur, il propose d'accueillir les gens dans son espace où ils pourront participer eux-mêmes à l'élaboration des projets. Une méthode, parmi d'autres, qui renouvelle les formes de l'action politique.

L'équilibre entre l'individuel et le collectif

Comme pendant à leur amour du collectif (ils croient en l'intelligence du collectif, ils ne veulent pas un gouvernement mais une gouvernance, pas un homme, mais un collectif), les *Indignés* mettent en avant la responsabilité de chacun. Et ils sont tous d'accord là-dessus : *«on ne peut compter que sur nous-mêmes»*.

À la première question du reporter de *Knowledge* : *«vous voulez changer quoi?»*, un jeune *Indigné* répond : *«Nous-mêmes d'abord. Nous n'avons pas de conseils à donner. Nous sommes, nous faisons. À chacun de faire selon sa conscience»*[1] . Il faut *«être autonome et essayer de s'émanciper. À chacun ses besoins»*.

Ils veulent construire *«à-côté»*, *«en parallèle»*. Ce qui veut dire aussi que chacun essaie de vivre en accord avec les valeurs qu'il défend.

Leur originalité tient beaucoup dans ce subtil équilibre entre individuel et collectif, entre détermination individuelle et écoute de l'autre (prise en compte de tous les autres et pas seulement de ceux qui pensent comme eux), entre ce qu'ils sont et ce qu'ils font : ils veulent ainsi se remettre en cause les premiers, lutter contre cette imprégnation et cette aliénation qu'ils ont subies comme les autres.

Ils n'ont aucune propension à prêcher, ils veulent vivre ce qu'ils disent, mettre leurs idées en application, être, à la manière prônée par Gandhi, ce qu'ils souhaitent que ce monde soit.

Ajoutons à cela également l'équilibre entre local et global, auquel ils tiennent prioritairement.

C'est cet équilibre original, inhabituel, entre des éléments très différents et totalement étrangers au système capitaliste qui fait leur force, leur cohérence et leur détermination.

Oui, les *Indignés* créent un espace des possibles, y compris pour une nouvelle image de l'homme, et pour un nouvel imaginaire de l'humanité.

Rien de tout cela ne produira nécessairement des merveilles, cela dépendra de nous tous.

À nous de prendre notre place et de nous emparer de ce nouvel espace de possibles.

JE SUIS ICI AVEC VOUS
PARCE QUE
VOUS ÊTES ICI POUR MOI

1 Ces propos, de même que ceux qui suivent, sont ceux des *Indignés*, tirés d'une interview de la radiotélévision *knowledge* qui reprend les témoignages d'*Indignés* de Metz, d'Avignon et d'Aix-en-Provence, ainsi que des organisateurs de la "grande marche".

«Mais les braves gens n'aiment pas que l'on suive une autre route qu'eux», chantait Brassens. Il faut donc rassurer ces "braves gens" qui peuvent être de bons électeurs. Alors on envoie les CRS pour faire régner "l'ordre" et les paisibles indignés en font partout les frais, à Marseille comme à Paris, New York ou Madrid ...

Un long fleuve, pas tranquille

Bien que leurs actions restent toujours pacifiques, la vie des *Indignés*, qu'ils soient Aixois, Marseillais, Parisiens, Espagnols ou encore Américains, ne s'écoule pourtant pas comme un long fleuve tranquille.

À Aix, ils ont entrepris d'organiser (voir l'article précédent) une cuisine solidaire autogérée, qui a connu un franc succès. Tous les mercredis soirs, on peut s'indigner en mangeant avec eux et tous ceux qui veulent se joindre à eux. On y rencontre des personnes avec qui on ne parlerait peut-être jamais. Par exemple avec une chanteuse de rue, Christiane, qui revendique le nom de *marquise des Fauchés* et qui fait des économies pour acheter l'orgue de Barbarie de ses rêves. Avec elle, poussons la chansonnette... d'amour de préférence !

Pour les *Indignés*, cette cuisine symbolise leur désir de construire un monde pour tous : *«Une cuisine solidaire pour son prix libre, solidaire par sa semoule de Palestine, solidaire par ses légumes issus d'une agriculture locale respectant les êtres et la terre. Une cuisine pour la Paix, pour manger et se soigner, à l'image du monde de demain, qui permettra à tous nos semblables de manger à leur faim des produits locaux sains et respectant leur santé. Une cuisine qui suscite la rencontre et le lien, point de connexion entre la diversité de nos engagements».*

C'est dans cette ambiance festive et bon enfant que les Indignés ont servi certains mercredis jusqu'à 120 repas, de délicieux couscous, de savoureuses lentilles corail ou encore de bonnes soupes de légumes.

Et pourtant, ce sont ces activités "éminemment subversives", que les forces, dites de "l'ordre", ont réprimées avec brutalité le samedi 10 décembre, *journée mondiale des Indignés et des Droits de l'Homme.*

*

Le lendemain, dimanche 11, le compte rendu pubié par *Médiapart* est particulièrement édifiant : Le Samedi 10 décembre après avoir participé au Cercle de Silence et tenu leur Assemblée devant la Cathédrale, les *Indignés* Aixois ont voulu être solidaires et soutenir les *Indignés* Marseillais qui avaient décidé d'installer leur campement le soir au cours Julien. Cette fois c'était les Marseillais qui avaient fait la cuisine. Le repas était bon, festif, musique et percussions étaient au rendez-vous.

Les *Indignés* étaient alors environ 200. Ils étaient encerclés par des forces de l'ordre déployées en nombre. Et brusquement, la soirée a tourné au cauchemar : ils font l'objet de deux premières charges, la seconde, particulièrement violente, destinée à déloger le campement établi à la hâte. Un de leurs amis marseillais, d'un certain âge, est traîné sauvagement sur les cailloux. Trois *Indignés* aixois, plus jeunes heureusement, subissent le même sort. Une *Indignée* aixoise en pleurs et en rage nous téléphone : *«Tout était calme, nous ne faisions rien que d'être bien ensemble, et ils nous tapent dessus. J'essaie avec d'autres d'évacuer la cuisine, sinon ils vont tout embarquer. Les Droits de l'Homme sont bafoués. Ce sont des comportements fascistes».*

Plus tard, vers 23h30 dans la soirée du samedi, une troisième charge vise à disperser à coups de matraques et de gaz la centaine de personnes encore présentes.

Les *Indignés* refoulés et dispersés le samedi soir décident de se retrouver le lendemain au Cours Julien, lieu symbolique des Assemblées Populaires Marseillaises. Les Marseillais racontent dans leur communiqué : *«En fin de matinée déjà, les accès au Cours Julien étaient bloqués par les forces de l'ordre, qui tantôt interdisaient à toute personne d'y accéder, tantôt filtraient au faciès ... Dans un premier temps, l'Assemblée Populaire s'est installée près de la station de métro Notre-Dame du Mont, puis a décidé de devenir nomade et s'est déplacée en haut de la Canebière, aux Mobiles. Les CRS n'ont pas tardé à y rejoindre les Indignés, les ont chargés sans som-*

mation et ont procédé à l'arrestation de huit d'entre eux (dont un Aixois), apparemment "repérés" au préalable. Tout cela devant un public marseillais stupéfait et sous le choc. Les Indignés arrêtés ont été placés dans trois commissariats différents. Un rassemblement d'une centaine de personnes réclamant leur libération s'est tenu devant le commissariat de Noailles. Les Indignés ont également reçu le soutien actif d'associations comme la Ligue des droits de l'homme (LDH), le Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme (MRAP) et de radios locales engagées (telle *radio Grenouille*), ainsi que de médias venus filmer.

Finalement le préfet est intervenu pour faire annuler les gardes à vue et a manifesté son désaccord face aux bavures des CRS nationaux.Au lendemain de sa sortie, l'un des "arrêtés" disait : «ça *nous a fait un bon coup de pub… Cent personnes, c'était inespéré. On m'a appelé de toute la France...* » !

En guise de vœux pour 2012

Le courage, c'est d'être tout ensemble, et quel que soit le métier, un praticien et un philosophe. Le courage, c'est de comprendre sa propre vie, de la préciser, de l'approfondir, de l'établir et de la coordonner cependant à la vie générale. Le courage, c'est de surveiller exactement sa machine à filer ou tisser, pour qu'aucun fil ne se casse, et de préparer cependant un ordre social plus vaste et plus fraternel où la machine sera la servante commune des travailleurs libérés. Le courage, c'est d'accepter les conditions nouvelles que la vie fait à la science et à l'art, d'accueillir, d'explorer la complexité presque infinie des faits et des détails, et cependant d'éclairer cette réalité énorme et confuse par des idées générales, de l'organiser et de la soulever par la beauté sacrée des formes et des rythmes. Le courage, c'est de dominer ses propres fautes, d'en souffrir, mais de n'en pas être accablé et de continuer son chemin. Le courage, c'est d'aimer la vie et de regarder la mort d'un regard tranquille ; c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel ; c'est d'agir et de se donner aux grandes causes sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond, ni s'il lui réserve une récompense. Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques.

JEAN JAURÈS, 1903.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France (régime intérieur pour la Poste. . . . . .23 euros.
soutien : + 14euros par an par exemplaire en plus chaque mois)
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux) . . . . . .27,80 euros.
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse) . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis) . . . . . .28 euros.
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P-, M-Orient) 27,50 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud) . . . . . .29,90 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
88 Bd Carnot 78110 Le Vésinet France
par chèque bancaire,
ou par CCP : N° de compte 1340239M020
références internationales depuis octobre 2007:
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐.....

Je commande les ouvrages suivants : .....
....
....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.
Pour cela, la monnaie actuelle doit être remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse pas la "placer" pour "rapporter".
Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise (comme un ticket de transport), tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix. La masse monétaire étant ainsi créée et détruite au même rythme que la production, ce sont deux flux permanents qui s'équilibrent.
Leur intensité est définie par les citoyens, quand ils décident, à l'échelle appropriée, de la production, de ce qui sera produit, dans quelles conditions, et de l'importance relative des trois parts à faire dans la masse monétaire :
- *pour financer la production,*
- *pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus),*
- *pour verser à chacun un revenu garanti suffisant pour vivre libre.*

Les décisions ainsi prises n'ayant plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prime sur l'intérêt particulier et la démocratie devient réalité.

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **JACQUES DUBOIN**
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**
  Un roman de M-L DUBOIN, qui explique, à l'aide d'exemples, les mécanismes de l'économie distributive et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société (16,70 euros).

- **MAIS OÙ VA L'ARGENT ?**
  par MARIE-LOUISE DUBOIN, l'étude de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.
  (édition du Sextant, 240 pages, 14,90 euros).

- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- *Des textes, épuisés sur papier, sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:*
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
  le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

(Tous les prix indiqués sont franco de port).

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER

Imprimé à Toulouse par Imprimerie 34

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http://economiedistributive.free.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)